

Balances des paiements 2012 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française

Nouvelle-Calédonie : déficit des transactions courantes de 175 milliards de F CFP. Le déficit des biens et des services de 238 milliards est atténué par les excédents des revenus et transferts courants. Le solde des transactions courantes est financé par des entrées nettes d'investissements directs de 222 milliards.

Polynésie française : excédent de 24 milliards de F CFP du compte de transactions courantes, en repli de 15,5 % en raison du creusement du déficit des biens (+4,6 %) et de la baisse de l'excédent des transferts courants (-4,7 %). Seule la balance des services progresse sur l'année (+10,3 %).

Principaux postes de la balance des paiements en 2012 (soldes)

Montants en milliards de F CFP

	Nouvelle-Calédonie		Polynésie française	
	2011	2012	2011	2012
Compte des transactions courantes (I)	-126,4	-175,4	28,1	23,7
dont :				
Biens	-148,6	-161,8	-139,4	-145,8
Services	-65,4	-76,6	51,9	57,2
Revenus	28,7	3,1	59,1	58,5
Transferts courants	58,9	59,9	56,5	53,8
Compte de capital (II)	0,5	0,6	-0,1	-0,1
Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)	-125,9	-174,8	28,0	23,6
Compte financier	116,7	193,5	-5,1	-3,7
dont :				
Investissements directs	148,2	221,9	9,5	10,0
Investissements de portefeuille	2,5	7,7	22,3	2,0
Autres investissements	-34,0	-36,0	-37,0	-15,7
Erreurs et omissions	9,2	-18,8	-22,8	-19,9
Pour mémoire PIB	847,8	847,8*	577,4**	577,4**

* estimation 2011 / ** estimation 2008

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

DES DONNÉES DOUANIÈRES AUX DONNÉES D'ÉCHANGES DE BIENS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les données douanières constituent la principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens. Elles font néanmoins l'objet de différents retraitements en balance des paiements : exclusion des opérations qui ne donnent lieu ni à transfert de propriété, ni à paiement ; importations comptabilisées en valeur CAF (coût, assurance et fret) ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) pour être comparables aux exportations.

LES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants comprennent à la fois les transferts courants des administrations publiques, les envois de fonds de travailleurs et d'autres transferts tels que les indemnités et une partie des primes d'assurance sur marchandises. Cette rubrique présente traditionnellement un solde largement excédentaire au sein des deux Collectivités en raison du poids des transferts en provenance des administrations publiques métropolitaines.

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs (IDE) couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille.

Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont prêts, avances, dépôts, à court et long terme).

LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations « fermes » sur titres négociables (actions, parts d'OPCVM, obligations, instruments du marché monétaire) entre résidents et non-résidents : achats à l'émission, négociations et remboursements (à l'exception de celles comprises au sein des investissements directs). En pratique, les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française recensent quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents calédoniens / polynésiens de titres émis hors de la Collectivité.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA NOUVELLE-CALEDONIE

Le compte de transactions courantes

Le compte de transactions courantes affiche en 2012 un déficit record de 175 milliards de F CFP (soit près de 21 % du PIB 2011), après 126 milliards en 2011. L'accentuation de ce déficit est notamment imputable aux revenus, dont le solde excédentaire s'infléchit de 26 milliards de F CFP. Les biens et services y contribuent également avec des soldes déficitaires qui se creusent respectivement de 13 et 11 milliards de F CFP.

Les biens

Le déficit de la balance des biens atteint le niveau jusqu'ici inégalé de 162 milliards de F CFP en 2012, après 149 milliards en 2011. Les importations de biens diminuent (-5 %), suite à l'achèvement de la construction de l'usine du Nord. Les exportations calédoniennes, composées à 93 % de produits miniers et métallurgiques, reculent de 13 % sur un an. Elles subissent le contrecoup des difficultés du secteur du nickel : faiblesse des cours et arrêt temporaire de production de l'usine du Sud.

Les services

Après s'être légèrement résorbé en 2011, le déficit des échanges de services s'accentue de nouveau en 2012, à 77 milliards de F CFP. Le poste des services aux entreprises, avec un solde déficitaire de 63 milliards de F CFP, reste le principal contributeur du déficit des échanges de services. Il se creuse de 18 milliards de F CFP, en lien avec l'achèvement de l'usine du Nord et le démarrage de l'usine du Sud. Le déficit des services de transport s'atténue de 3 milliards de F CFP, pour atteindre 20 milliards de F CFP, en raison de la baisse du déficit des transports maritimes. Le déficit de la rubrique « voyages » diminue, pour s'établir à 0,7 milliard de F CFP en 2012, après 1,9 milliard de F CFP en 2011.

Les revenus et les transferts courants

Les revenus

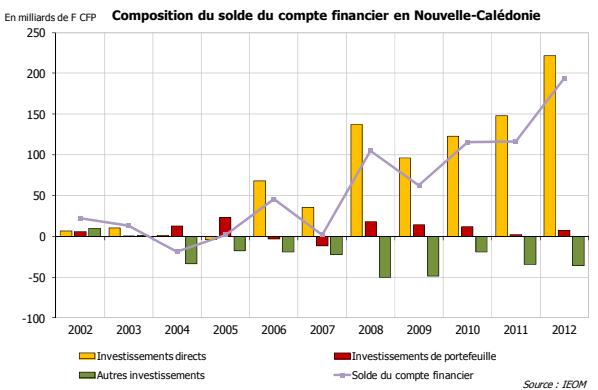
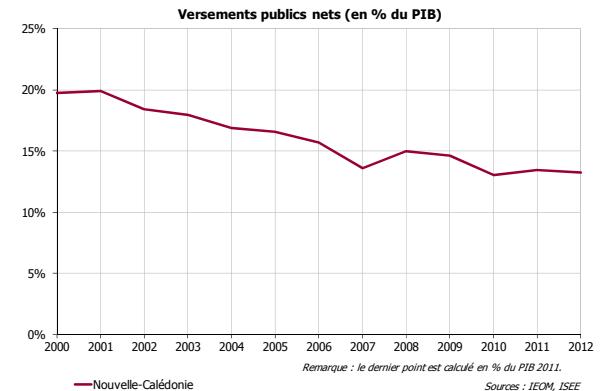
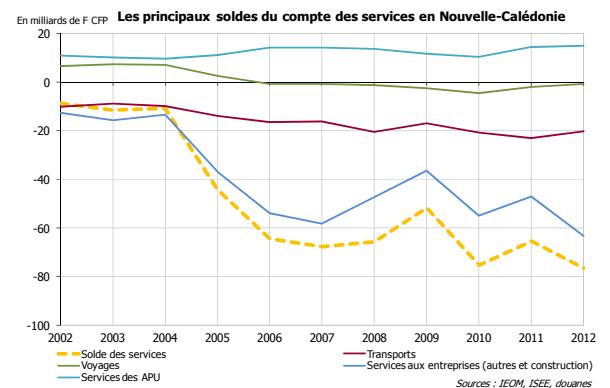
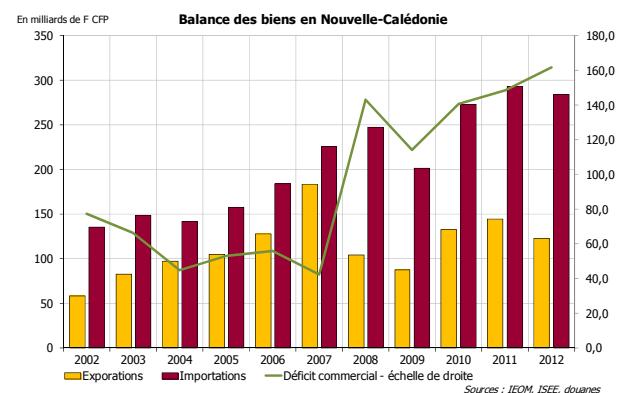
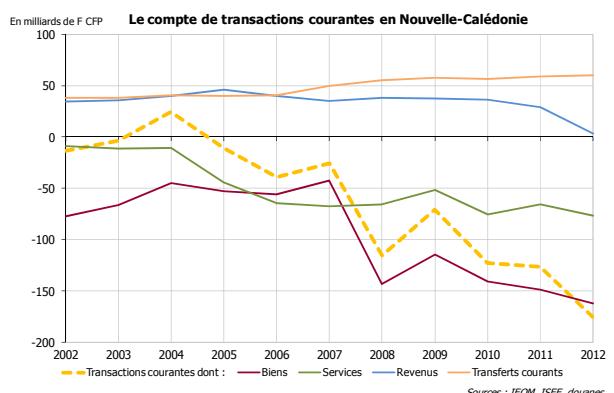
Le solde des revenus présente un excédent en baisse de 26 milliards de F CFP, imputable à la forte hausse des revenus d'investissement directs distribués hors du territoire. Le montant total des salaires reçus de l'extérieur par les résidents est stable en 2012 et s'établit à 44 milliards de F CFP. Ces flux, qui représentent 14 % des crédits du compte de transactions courantes, concernent pour l'essentiel les rémunérations des agents des administrations publiques.

Les transferts courants

En 2012, le solde excédentaire des transferts courants augmente faiblement de 1 milliard de F CFP, à 60 milliards de F CFP. Les versements publics nets (principalement salaires, pensions, dépenses d'équipement et transferts aux collectivités publiques) représentent environ 13 % de la richesse créée en Nouvelle-Calédonie.

Le compte financier

En 2012, les flux entrants du compte financier excèdent les flux sortants de 194 milliards de F CFP, grâce à l'impact des investissements directs entrants en Nouvelle-Calédonie, destinés en particulier, à financer les deux usines métallurgiques (usine du Nord et usine du Sud).



Les investissements directs

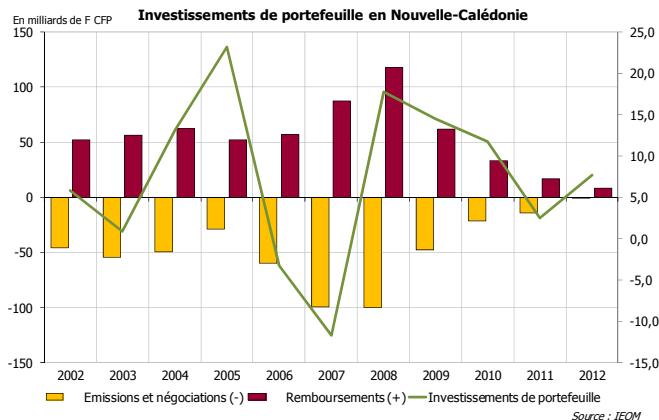
Les investissements directs (IDE) se soldent par des entrées de capitaux en Nouvelle-Calédonie de 222 milliards de F CFP en 2012, contre 148 milliards de F CFP en 2011. La hausse des investissements directs en Nouvelle-Calédonie s'explique par les besoins encore importants de financement des projets métallurgiques, en phase de démarrage et par les flux de trésorerie liés notamment aux paiements de dividendes.

Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille, qui recensent essentiellement des opérations de résidents sur titres émis hors de la Nouvelle-Calédonie, **enregistrent un solde excédentaire de 8 milliards de F CFP en 2012**. Les résidents ont procédé au cours de l'année à des ventes nettes de titres émis par des non-résidents pour 8 milliards de F CFP, après 2 milliards en 2011.

Les autres investissements

Les autres investissements, qui regroupent toutes les autres opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents, **affichent en 2012 des sorties nettes de 36 milliards de F CFP** après 34 milliards de F CFP en 2011. En 2012, les avoirs des banques de la place hors de la Nouvelle-Calédonie ont progressé de 31 milliards de F CFP tandis que leurs engagements vis-à-vis de l'extérieur ont augmenté de 28 milliards de F CFP.



LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le compte de transactions courantes

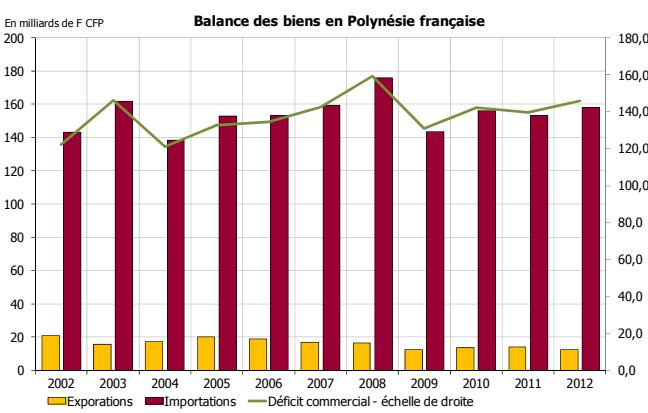
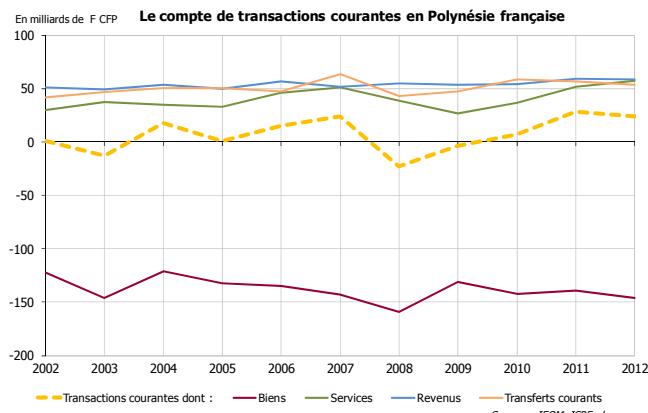
En 2012, le compte de transactions courantes de la Polynésie française présente un excédent de 23,7 milliards de F CFP, en repli de 15,5 % par rapport à l'année précédente, en raison d'un déficit accru de la balance des biens (+4,6 %) et de la baisse de l'excédent des transferts courants (-4,7 %). Seule la balance des services progresse sur l'année (+10,3 %).

Les biens

Le déficit des biens se creuse de 6,4 milliards de F CFP en 2012 à 146 milliards, sous l'effet d'une nette progression des importations (+4,8 milliards de F CFP), conjuguée à un retrait des exportations (-1,5 milliard de F CFP).

L'augmentation du prix des matières premières et l'affaiblissement de l'euro vis-à-vis du dollar contribuent à la hausse des importations de produits énergétiques (+11,3 %) et des industries agroalimentaires (+3,8 %). Les importations de biens d'équipement (+7,8 %) incluent l'achat d'un nouveau navire (le « Terevau ») et d'équipements liés à l'installation d'un nouvel opérateur de téléphonie mobile (Vodafone).

Les exportations, qui avaient bénéficié en 2011 de la revente de l'avion du gouvernement polynésien à l'Indonésie, chutent de 10,8 % en 2012, en lien également avec un repli de 3,2 % des ventes de perles brutes.



L'amélioration du solde des services est également favorisée par la diminution pour la seconde année consécutive des importations de services de communication, liée à la fin des décaissements engendrés par la mise en service du câble sous-marin Honotua (reliant la Polynésie française à Hawaï).

Les recettes touristiques s'inscrivent en hausse (+3 % en 2012), portées par une fréquentation accrue et les bonnes performances de l'hôtellerie de luxe. L'excédent lié au tourisme s'améliore en conséquence de 921 millions de F CFP en 2012 pour s'élever à 26 milliards de F CFP. En cinq ans, cet excédent s'est toutefois réduit de 22 %. Le tourisme reste la première ressource à l'exportation de la Polynésie française : il génère 35 % des recettes de biens et services du territoire en 2012.

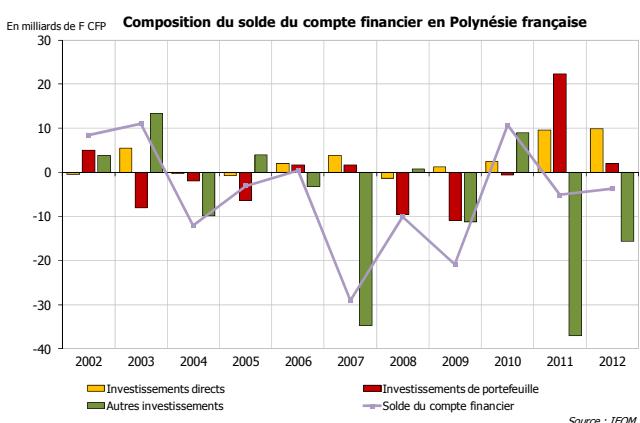
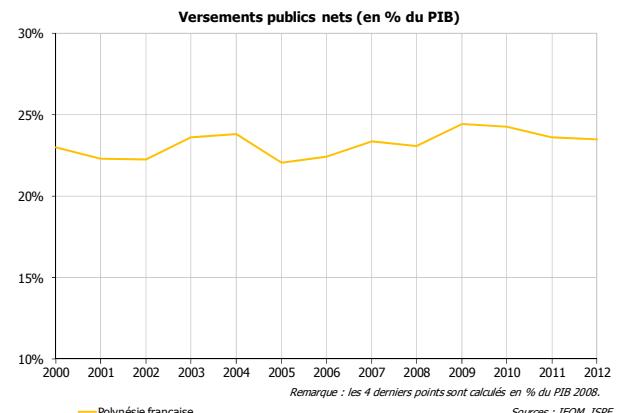
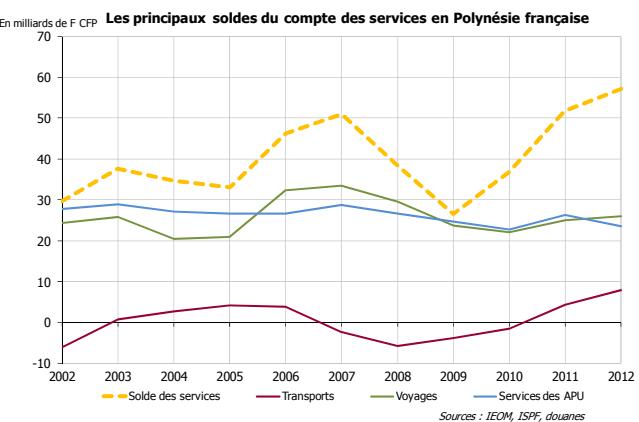
Les revenus et les transferts courants

Les revenus

Le poste des revenus, structurellement excédentaire du fait de l'importance des salaires versés par l'État en Polynésie française, reste stable (-0,6 milliard de F CFP) à 58,5 milliards.

Les transferts courants

L'excédent des transferts courants se réduit de 4,7 % en 2012, à 53,8 milliards de F CFP. Les transferts des administrations publiques s'inscrivent en hausse de 9,6 % en 2012, en lien avec le versement par l'État d'une dotation exceptionnelle d'ajustement de 6 milliards de F CFP destinée à soutenir le plan d'assainissement des finances publiques de la Polynésie française. Les versements publics nets de l'État demeurent stables en 2012, à 136 milliards de F CFP. Ils représentent 23 % du dernier PIB connu (2008).



Le compte financier

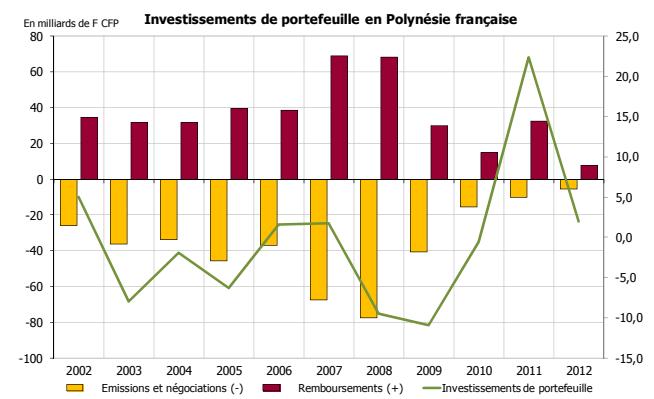
En 2012, le compte financier présente des sorties nettes de 3,7 milliards de F CFP, après 5,1 milliards de F CFP en 2011.

Les investissements directs

Les investissements directs (IDE) se soldent par des entrées nettes de capitaux de 10 milliards en 2012 contre 9,5 milliards de F CFP en 2011, en raison d'un accroissement des investissements directs entrants supérieur à celui des investissements directs sortants.

Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille présentent des entrées nettes de 2 milliards de F CFP, après 22,3 milliards en 2011. Cette forte baisse (-20,3 milliards) s'explique par le caractère ponctuel d'un important rapatriement de fonds de la Caisse de prévoyance sociale (CPS) en 2011.



Les autres investissements

Les autres investissements, qui regroupent toutes les autres opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents, donnent lieu à des sorties nettes de 15,7 milliards de F CFP en 2012, après 37 milliards en 2011. Les avoirs extérieurs des banques de la place diminuent de 22 milliards de F CFP en 2012. Parallèlement, leurs engagements extérieurs se replient de 15,7 milliards.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer le 28 novembre 2013 – Dépôt légal : novembre 2013 – ISSN 1968-6277